

23 April 2008

Press Information ▪ Press Information

Les travailleurs de Rio Tinto craignent pour l'avenir de 20.000 emplois.

Journée d'action du 23 avril 2008 à Strasbourg (Parlement européen)

Aujourd'hui, les travailleurs du groupe Rio Tinto en Europe organisent une journée d'action devant le Parlement européen afin de demander une révision des propositions émises par Rio Tinto concernant la vente d'une grande partie de ses activités.

Les salariés du groupe craignent pour l'avenir de 20.000 emplois dans leur secteur. Ainsi, les travailleurs de tous les sites d'Europe exprimeront également leur inquiétude concernant le projet actuel.

Les expériences passées au niveau des reprises dans le secteur ont démontré que, finalement, l'ensemble du secteur menace de disparaître de notre continent, mettant en danger l'emploi de plus de 300.000 métallurgistes en Europe. Les activités telles que l'emballage et les produits usinés sont particulièrement menacées. Rio Tinto tente de se séparer de plusieurs de ces divisions. Cela engendrera inévitablement un dégraissage des effectifs et une délocalisation des activités dans un avenir proche.

La FEM et les syndicats impliqués dans la société lancent donc un appel à la Commission européenne afin de :

- Prendre en compte les conséquences de la fusion actuelle sur les emplois et l'industrie européenne
- Rencontrer et écouter les représentants des travailleurs ainsi que tenir compte de leurs inquiétudes légitimes.

Finalement, l'avenir de larges secteurs de l'industrie européenne est menacé suite à la reprise hostile d'Alcan par Rio Tinto :

- Les produits à forte composante technologique du secteur de l'aluminium disparaîtront et l'Europe deviendra dépendante des importations.
- Vu les frais importants de l'opération, de grandes parties des deux sociétés seront vendues au plus offrant. Ceci n'assure pas la continuité des activités et du savoir-faire industriels.
- L'Europe est particulièrement menacée de perdre son indépendance dans le secteur de l'emballage.

Press release

La FEM rejette les plans de licenciements, les désinvestissements et la restructuration qui résulteront de cette reprise et du démantèlement ultérieur des divisions essentielles. Elle réclame, dès maintenant, des garanties en ce qui concerne la sauvegarde des sites industriels, des centres de R&D, de la cohérence industrielle et de l'emploi afin de maintenir un élément essentiel de l'industrie de l'aluminium en Europe.

Peter Scherrer, Secrétaire général de la FEM, a déclaré : « la FEM invite vivement l'Europe à sauvegarder et à développer son industrie de l'aluminium et à fournir ainsi un emploi durable et de qualité. L'industrie de l'emballage peut également générer et génère déjà des milliers d'emplois indispensables pour notre production vivrière locale et pour le maintien de normes élevées en matière d'hygiène et de santé publique. »

La FEM réclame :

- Un investissement continu pour la recherche et le développement dans le secteur en Europe ;
- Constituer un pôle de l'aluminium européen à partir des activités de transformation adossées à une capacité de production de métal primaire permettant la sécurisation de son approvisionnement en métal
- Une politique énergétique européenne, qui assure un approvisionnement stable en énergie à des prix abordables pour le public et pour l'industrie
- Des garanties pour l'avenir à long terme d'une industrie européenne compétitive dans le secteur de l'emballage, protégée contre le risque de délocalisation
- Que la direction de la société ne tienne pas uniquement compte des demandes des actionnaires, mais prenne également ses responsabilités par rapport aux travailleurs
- Que les travailleurs n'aient pas à supporter les conséquences de cette reprise.

Press 13/2008

For further information please contact:
Editor, Peter Scherrer, EMF General Secretary
Wolf Jacklein, Policy Adviser, 0232.2.2271010

The EMF is the representative body defending the interests of workers in the European metal industry. The EMF has a mandate for the external representation and coordination of the metalworkers' unions and a mandate to engage in bargaining at European level.